Les relations entre Bayonne et le Guipuzcoa au XIXème siecle

(The relationships between Bayonne and Guipúzcoa in the 19th century)

Lafourcade, Maïté
Fac. Pluridisciplinaire de Bayonne Anglet Biarritz
29, 31 cours comte de Cabarrus
F-64100 Bayonne

BIBLID [1137-442X(2001), 11; 237-249]

La conjoncture politique au XIXème siècle, tant en France qu'en Espagne, a été particulièrement perturbée et les relations entre Bayonne et le Guipuzcoa en ont souffert. Les échanges commerciaux pâtirent de la politique protectionniste des deux Etats. Les relations qui subsistèrent le furent dans la clandestinité. Bayonne servit de refuge et de base logistique aux opposants au régime en Espagne, qu'ils fussent libéraux sous Ferdinand VII ou royalistes pendant le triennat constitutionnel, ou carlistes au cours des deux guerres.

Mots Clés : Bayonne. Guipuzcoa. Libéraux. Réfugiés. Carlistes. Contrebande.

XIX. mendeko egoera politikoa, hala Frantzian nola Espainian, bereziki nahasia izan zen, eta Baionaren eta Gipuzkoaren arteko harremanek sufritu zuten horretaz. Merkataritza trukeek jasan behar izan zuten estatu bien politika protekzionista. Klandestinitatean besterik ez ziren mantendu harremanak. Baiona, Espainiako erregimenaren aurkakoen babesleku eta base logistikoa izan zen, hala liberalentzat Fernando VII.aren menpean edo monarkikoentzat "hirurteko" konstituzionalean, nola karlistentzat bi gerretan.

Giltz-Hitzak: Baiona. Gipuzkoa. Liberalak. Errefuxiatuak. Karlistak. Kontrabandoa.

La coyuntura política en el s. XIX, tanto en Francia como en España, ha sido particularmente perturbada y las relaciones entre Bayona y Guipúzcoa han sufrido por ello. Los intercambios comerciales padecieron a causa de la política proteccionista de los dos Estados. Las relaciones que subsistieron lo hicieron en la clandestinidad. Bayona sirvió de refugio y de base logística para los opositores al régimen en España, que fueron liberales bajo Fernando VII o monárquicos durante el "trienio" constitucional, o carlistas durante las dos guerras.

Palabras Clave: Bayona. Guipúzcoa. Liberales. Refugiados. Carlistas. Contrabando.

Les États qui se sont édifiés sur le modèle romain en Europe à partir de la fin du Moyen Âge, se sont construits "à coups d'épée" comme l'écrivait le général de Gaulle, en s'opposant les uns aux autres. Et leur passage à l'âge adulte au XIXème siècle fut particulièrement perturbé en France et en Espagne.

La France est passée de 1789 à 1814 de la Monarchie à la République, puis à l'Empire. En 1814, on revint au régime monarchique avec Louis XVIII. Puis ce fut le retour de Napoléon, mais les Cent jours s'achevèrent à Waterloo. La Monarchie fut rétablie. Régnèrent successivement Louis XVIII et son frère Charles X, lequel fut détrôné en 1830 par le duc d'Orléans, Louis-Philippe. Après cette expérience monarchique, la révolution de février 1848 renoua avec la République, laquelle fut, comme la première, emportée par un retour en force du bonapartisme. Le Second Empire ouvert, comme le premier, par un coup d'état le 2 décembre 1851, s'effondra aussi dans un désastre militaire le 4 septembre 1870. Et la République fut enfin rétablie.

L'Espagne connut au XIXème siècle la même instabilité politique. Après l'invasion du Nord du pays par les troupes napoléoniennes, Charles IV fut contraint d'abdiquer en faveur du frère de Napoléon, Joseph Bonaparte. Mais les Français furent chassés d'Espagne en 1814 et Ferdinand VII, fils de Charles IV, restauré. Ce monarque rétablit la monarchie absolue, persécutant les partisans de Joseph 1er et les libéraux, surtout après le triennat constitutionnel de 1820 à 1823 qui suivit le soulèvement de Riego à la tête du bataillon des Asturies. La répression contre les libéraux fut féroce. À la mort de Ferdinand VII, sa fille Isabelle vit ses droits contestés par son oncle don Carlos auquel la majeure partie du Pays basque se rallia[1]. La première guerre carliste qui dura de 1833 à 1840, se solda par un échec pour les Carlistes. Pendant la minorité d'Isabelle et la régence de la reine mère Marie-Christine, il y eut une succession de *pronunciamentos* de généraux; celui de 1868 parvint à détrôner Isabelle. Le trône demeura vacant pendant deux ans. Après le court règne d'Amédée de Savoie[2], la République fut proclamée en 1873. Pendant ce temps, les Carlistes ne désarmaient pas et une seconde guerre débuta en avril 1872 mais, comme la première, elle échoua en 1876. La Monarchie avait été restaurée en 1874 en faveur du fils d'Isabelle, Alphonse XII; elle dura jusqu'à l'établissement de la République en 1931.

---

1. Ferdinand VII fit abroger en 1830 la loi salique introduite en Espagne par Philippe V et rétablit la loi d'Alphonse X et la coutume observée en Espagne de temps immémorial qui autorisait la succession directe par les femmes. N'ayant pas d'héritier mâle, sa fille, Isabelle, fut proclamée reine à la mort de son père en 1833. Elle n'avait que trois ans. Sa mère, Marie Christine assura la régence. Mais le frère du roi défunt, don Carlos revendiqua la couronne qui aurait dû lui revenir selon le régime successoral antérieur. Ce fut l'origine de la première guerre carliste qui dura sept ans. Don Carlos, ayant promis aux Basques le respect de leurs fueros, ils se rallièrent à sa cause.

2. À la suite de l'abdication d'Isabelle, le 25 juin 1870, les Cortes refusèrent de reconnaître son fils Alphonse comme roi et élirent le prince Amédée de Savoie; ce qui provoqua la seconde guerre carliste qui débuta le 21 avril 1872 et dura quatre ans.

Les relations entre Bayonne et le Guipuzcoa ont évidemment beaucoup souffert de cette conjoncture politique.

Au début du siècle, cependant, elles furent étroites, mais… contraintes, lors de l'occupation du Pays basque par les troupes napoléoniennes. Cette période ayant été largement étudiée, je ne rappellerai ici que le célèbre projet que Dominique Joseph Garat soumit en 1808 à Savary, duc de Rovigo, commandant les armées françaises en Espagne, d'un État réunissant les sept provinces, fédéré dans l'Europe napoléonienne. Comme sa lettre était restée sans réponse, il s'adressa directement à l'Empereur pour lui proposer le projet moins ambitieux d'un ou deux départements rassemblant les Basques de France et d'Espagne[3]. Ce fut, jusqu'à ce jour, la dernière tentative pour les rassembler.

Après la défaite de l'armée française en 1813 et l'échec de la politique ambitieuse de Napoléon, les Bourbons, rétablis sur le trône à Madrid comme à Paris, menèrent une politique protectionniste. Le 29 avril 1815, Ferdinand VII annonça l'interruption de toute communication entre les deux pays, et le 8 juin ce fut au tour de la France de prendre cette mesure. Bayonne fut envahie par les troupes espagnoles du 31 août au 6 septembre 1816. Mises à part quelques périodes, pendant le triennat constitutionnel en Espagne de 1820 à 1823, puis en France sous Napoléon III où une politique libérale fut tentée, la frontière demeura fermée, d'autant plus que plusieurs épidémies de choléra et de fièvre jaune s'étaient propagées en Espagne, un cordon sanitaire venant alors doubler la barrière douanière.

Mais, si les relations entre les deux États étaient aussi mauvaises, subsistaient toujours celles qui liaient la population basque du Nord et celle du Sud; elles subsistaient dans la clandestinité.

La contrebande fut vraiment portée au rang d'institution chez les Basques au XIXème siècle[4]. Et le passage clandestin de la frontière ne se limitait pas aux marchandises de toutes sortes; il s'étendait aussi aux nationaux qui, chassés de leur pays par les troubles qui y régnaient, venaient se réfugier notamment à Bayonne.

Les réclamations et plaintes des négociants bayonnais, sans cesse renouvelées de 1814 à la fin du siècle, ayant été étudiées[5] pour le colloque

---

3. Projets publiés par Albert DARRICAU, «France et Labourd», *Bulletin Société Borda* 1906, p. 245-250, et *R.I.E.V* 1906, p. 290-299

4. «Il se fait une contrebande active… entre la France et l'Espagne…; elle trouve des facilités dans la nature des localités et le peu d'énergie de la surveillance…»: Mémoire adressé par la Chambre de Commerce de Bayonne au ministre de l'agriculture et du commerce, le 25 novembre 1841: C.Ch. Bayonne, G. 80 – 61.

5. Maïté LAFOURCADE, «Les relations commerciales entre le port de Bayonne et la province de Guipuzcoa au XIXème siècle,», in *Passé, Présent, et Avenir du Port de Bayonne,* actes du congrès des 16 et 17 avril 1999, S.S.L.A. Bayonne 2000, p. 185-197

sur le port de Bayonne qui a eu lieu dans cette ville en avril 1999 et dont les actes ont été publiés, je n'y reviendrai pas et me bornerai aux mouvements migratoires du Nord au Sud, mais surtout du Sud au Nord qui jalonnèrent le XIXème siècle, au gré des changements de régime politique.

Bayonne servit alors de refuge, mais aussi de base logistique aux opposants au régime en Espagne, qu'ils fussent libéraux sous Ferdinand VII ou royalistes pendant le triennat constitutionnel, ou qu'ils fussent carlistes au cours des deux guerres.

1. BAYONNE, VILLE REFUGE POUR LES OPPOSANTS AU RÉGIME

Les réfugiés commencèrent à affluer à Bayonne après le retour de Ferdinand VII sur le trône d'Espagne et le rétablissement de la monarchie absolue. Dès septembre 1814, on vit arriver les libéraux "afrancesados" dont certains fréquentaient depuis longtemps les loges maçonniques du Bourg Saint-Esprit. Ils furent très bien accueillis par la bourgeoisie locale. Cependant, beaucoup d'entre eux n'y demeurèrent pas, à la grande satisfaction des autorités françaises et espagnoles; ils s'embarquèrent pour les colonies espagnoles insurgées.

Inversement, en avril 1815, après le retour en France de Napoléon, ce furent les royalistes français qui trouvèrent refuge en Guipuzcoa, notamment à Saint-Sébastien et à Tolosa où ils formèrent une légion d'émigrés français décidés à chasser l'usurpateur, avec l'appui de Ferdinand VII.

Mais le retour de Napoléon fut de courte durée. Dès le 22 juillet, le drapeau blanc flottait à nouveau dans Bayonne et la paix était rétablie entre les deux monarchies.

Cependant à Bayonne, les libéraux, français et espagnols, la plupart venant de Saint-Sébastien, qui était en Espagne un bastion du libéralisme, s'étaient, au sein des loges maçonniques, engagés dans la lutte active. Ils correspondaient et complotaient avec les libéraux demeurés en Espagne. Et, ce fut, le 1er janvier 1820, le soulèvement du commandant Riego. La constitution libérale de 1812 ayant été rétablie, beaucoup de libéraux rentrèrent chez eux.

Ce furent alors les "serviles" (conservateurs, ainsi appelés par les libéraux) et les "apostólicos" qui vinrent se réfugier à Bayonne, alors qu'en France les ultra-royalistes affermissaient leur pouvoir.

Le triomphe des idées libérales en Espagne, auquel s'ajouta l'épidémie de fièvre jaune qui se manifestait à Barcelone, incitèrent les autorités françaises à prendre des mesures de surveillance policière et à fermer la frontière. Un commissaire général extraordinaire de police, d'Escalonne, fut nommé à Bayonne le 4 juillet 1820, afin de surveiller étroitement la frontiè-

re pour que les idées libérales ne se répandent pas en France. D'Escalonne disposait d'une véritable police secrète en Guipuzcoa et recevait tous les journaux, notamment *Le Libéral du Guipuzcoa*. Il poursuivit à Bayonne toutes les manifestations en faveur des libéraux et fit arrêter les plus excités d'entre eux.

Mais cette politique répressive ne put calmer les esprits; elle aboutit au résultat inverse du but recherché Les relations des sociétés secrètes bayonnaises avec les libéraux espagnols ne furent pas interrompues et les conspirations prirent même de plus en plus d'importance. En mars 1822, la police signalait à Bayonne de fréquentes réunions de loges maçonniques qu'elle jugeait "inquiétantes".

Pendant ce temps, en Espagne, les partisans de Ferdinand VII et de la Religion fomentaient intrigues et conspirations contre le gouvernement. Des troubles éclatèrent en Pays basque où royalistes et libéraux s'affrontèrent. Tant les revers militaires subis par les royalistes que la politique anticléricale des libéraux entraînèrent au printemps 1821 une forte émigration d'ecclésiastiques et de royalistes vers la France. *Le Libéral du Guipuzcoa* dénonçait la présence d'un grand nombre d'entre eux à Bayonne. On y trouvait le général de l'ordre des Capucins en Espagne, âgé de 72 ans et banni par décret des Cortes, l'évêque de Tarragone, le cardinal archevêque de Lisbonne, chassé du Portugal pour n'avoir pas voulu prêté le serment exigé, l'évêque de Pampelune, qui avait été exilé à Burgos et qu'une bande de royalistes délivra et conduisit à Bayonne..., ainsi que des militaires, tel le général don Francisco Eguia arrivé par mer à Bayonne, en juillet 1821, déguisé en matelot et accompagné de quatre ecclésiastiques. D'autres illustres personnages, tel le comte de Torreno arrivé à Bayonne en février 1822, marquèrent cette émigration politique à Bayonne.

Dès le début de cet exode, le gouvernement espagnol avait dénoncé les relations que les réfugiés conservaient avec les insurgés du Pays basque, les intrigues et les complots auxquels ils participaient, et s'en plaignait au gouvernement français mais la police française semblait dépassée par l'ampleur du mouvement.

En décembre 1821, à la suite d'une insurrection qui s'était déclarée près de la frontière navarraise, le général Quesada alors à Paris regagna Bayonne, ce qui indigna le gouvernement de Madrid; la présence du général factieux à Bayonne constituait "un véritable acte d'agression à l'égard de l'Espagne". Le préfet des Basses-Pyrénées reçut l'ordre de l'expulser et de lui interdire de séjourner dans un département frontière.

La tension entre les deux pays, l'un monarchiste, l'autre libéral, était grande et les relations des plus mauvaises. Durant l'été 1822, les réfugiés affluèrent à Bayonne. Au mois d'octobre, on en comptait au moins 300; fin novembre ils étaient 400, sans compter ceux de passage qui ne demeuraient pas à Bayonne. La plupart était alors des "descamisados", des militaires

désarmés. Mais il y avait aussi parmi eux des officiers: le lieutenant colonel de la garde royale d'Armendaritz, le maréchal de camp O'Donel qui reçut le commandement de l'Armée de la Foi, armée qui regroupait ceux qui oeuvraient pour le rétablissement de l'absolutisme bourbonien à Madrid et dont l'état-major s'installa à Bayonne.

Après l'expédition des "Cent mille fils de Saint-Louis"[6] qui pénétra à Irun le 7 avril 1823 et la restauration de Ferdinand VII, les royalistes réfugiés à Bayonne retournèrent chez eux, et l'on vit arriver à Bayonne les constitutionnels battus, puis, en octobre suivant, tous ceux qui avaient joué un rôle politique pendant le triennat constitutionnel.

Ils y étaient très surveillés. Dans un rapport du 7 décembre 1824, le sous-préfet de Bayonne écrivait que la police avait introduit dans les assemblées que tenaient les libéraux à Bayonne "un homme sûr"; "et l'on sait" écrivait-il, "qu'on y tient des propos haineux envers les souverains". Le gouvernement espagnol, informé de ces manœuvres subversives, demanda au gouvernement français d'éloigner de la frontière certains libéraux "dangereux pour la paix intérieure de l'Espagne"; ce qui fut fait.

Mais, avec les événements de juillet 1830, en France, la présence des réfugiés espagnols à Bayonne suscita de la part du gouvernement de Louis-Philippe, plus libéral que son prédécesseur, une attitude plus conciliante.

Elle ne dura guère cependant, car, à la mort de Ferdinand VII, Louis-Philippe prit le parti de la reine Marie-Christine, alors que les Basques étaient, dans l'ensemble, partisans de don Carlos, frère du roi défunt, qui leur avait promis le respect de leurs fueros[7]. Dès lors, les deux gouvernements collaborèrent.

L'aide de la France, prévue dans le traité de la quadruple alliance signée à Londres le 22 avril 1834, se concrétisa, en mai 1835, par l'envoi de légions de volontaires en Espagne, alors que les victoires du chef des armées carlistes, Zumalacarregui, affolaient Madrid. Et la France approvisionna largement par Bayonne les troupes gouvernementales en vivres et en matériel.

Mais les relations entre les Basques du nord et ceux du Sud n'en demeurèrent pas moins fort étroites, dans la clandestinité.

---

6. Ayant été mandatée par la Sainte alliance, au congrès de Vérone, en 1823, pour assurer le trône de Ferdinand VII, la France envoya en Espagne une armée, commandée par le duc d'Angoulême, pour rétablir Ferdinand VII sur le trône.

7. Cf. au sujet du Carlisme: José ZABALO, *Le Carlisme. La contre-révolution en Espagne,* J.&D. Éditions 1993.

2. BAYONNE, BASE LOGISTIQUE DU CARLISME ET LIEU DE REPLI POUR LES INSURGÉS

Dès le début des hostilités, un contrôle très sévère fut établi par le gouvernement français à la frontière et dans les ports pour empêcher toute livraison d'armes et matériel de guerre aux insurgés[8]. Leur exportation n'était autorisée que dans les lieux occupés par les troupes de la Reine et soumises à l'autorisation du ministre, représenté à Bayonne par le lieutenant général comte Harispe[9]. Une ordonnance de Louis-Philippe du 3 juillet 1835 détermina avec précision toutes les prohibitions et restrictions de sortie de marchandises du territoire français pour l'Espagne[10]. Le 26 mars suivant, les forces de don Carlos occupant les provinces basques, l'interdiction de sortir des armes, munitions et projectiles de guerre, effets d'habillement et d'équipement militaire ainsi que des chevaux fut étendue à toute la frontière étatique et au littoral avoisinant l'Espagne, sauf autorisation expresse du délégué du ministre de l'intérieur[11]. Puis, par ordonnance du 20 janvier 1837, cette prohibition frappa aussi "les grains et farines de toutes sortes, les légumes secs, les bestiaux, les viandes et poissons salés"[12]. Les ordonnances royales, de plus en plus répressives, suivaient la progression des forces carlistes.

Mais les Basques du Nord, ayant épousé la cause de leurs frères voisins, parvenaient à faire passer aux Carlistes, à travers la montagne ou par mer, tout ce dont ils avaient besoin. Les archives de l'administration des douanes renferment les états de nombreuses prises de marchandises. La presse bayonnaise rapporte de fréquentes ventes aux enchères de marchandises saisies. On y trouve toutes sortes d'articles destinés à équiper les armées de don Carlos[13]. Le directeur des douanes à Bayonne semblait, dans sa correspondance avec le préfet des Basses-Pyrénées, dépassé par l'ampleur de la fraude[14].

"La contrebande est devenue une industrie presque générale pour la population de nos frontières", se plaignaient en 1841, les négociants bayon-

---

8. Lettre du sous-préfet de Bayonne au président de la Chambre de Commerce, du 18 février 1835: C.C.I. Bayonne, G.79-15

9. Lettres du directeur des douanes à Bayonne au président de la Chambre de Commerce des 16 janvier et 9 juin 1835 : C.CI. Bayonne, G-79-20 et 21

10. C.C.I. Bayonne, G79-14

11. C.C.I. Bayonne, G79-27

12. C.C.I. Bayonne, G79-50

13. *Le Phare de Bayonne*, en 1838, annonça au public la vente aux enchères le mardi 23 octobre par la douane de Bayonne de : «1.170 kilos de salpêtre, 225 kilos de plomb, 148 m de galon en or et argent, 30 paires d'étriers, blanchis et plaqués, 2600 boucles et courroies, un damas, 33 sabres d'officiers, six barils de vin de Malaga, six douzaines de bas de coton, et autres objets…»: Joseph ZABALO, *Le Carlisme,* op.cit, p. 72

14. Lettre du directeur des douanes au préfet des Basses-Pyrénées, du 11 février 1835: C.C.I. Bayonne, G79-18

nais[15]. Ce fut l'époque héroïque de la contrebande car un sentiment patriotique résidait dans l'âme de ceux qui narguaient les autorités françaises.

La Sentinelle des Pyrénées, quotidien bayonnais à tendance libérale et anti-carliste, comme d'ailleurs la plupart des journaux bayonnais[16], qui consacraient d'importantes rubriques aux "Nouvelles d'Espagne" et tenaient les Bayonnais informés chaque jour du déroulement des opérations militaires, rapportait le 20 octobre 1838, comme un véritable exploit, le très aventureux passage de la frontière par la princesse de Beira, future épouse de don Carlos, le fils aîné de celui-ci: le prince des Asturies, la femme de chambre de la princesse et deux autres personnes, venus de Salzbourg, conduits par le célébre Ganich de Macaye et ses cousins, les trois frères Anchordoquy de Bidarray.

Pendant les sept années de guerre, les troupes carlistes, lorsqu'elles étaient en difficulté, trouvaient refuge au nord de la frontière. Les premiers revers des armées du Prétendant provoquèrent l'exode de centaines de carlistes. Il y eut une première vague au cours de l'hiver 1833-1834. En janvier 1834, *Le Mémorial* estimait qu'il y avait 400 à 500 réfugiés à Bayonne. A la retraite des soldats s'ajoutait celle de civils, d'autant plus qu'en Espagne sévissait le choléra. Le flux des réfugiés variait selon les vicissitudes de la guerre.

Bayonne devint alors et le demeura pendant toute la guerre, la base politique et logistique du Carlisme, malgré les plaintes réitérées adressées par le gouvernement espagnol à son homologue français. Des officiers étaient bien arrêtés en France, désarmés et assignés à résidence dans une ville éloignée de la frontière. Mais les autorités françaises ne parvenaient pas à juguler le mouvement qui portait les Basques du Nord à aider leurs compatriotes du Sud.

Le Pays basque français constituait, hier comme aujourd'hui, une zone de repli et de sécurité pour les opposants au régime, mais aussi une base où se préparaient de nouvelles expéditions dans les provinces basques d'Espagne.

Les Carlistes connurent une suite alternée de succès et de revers, jusqu'à ce que, ne voyant guère d'issue à leur lutte, divisés, ils se laissèrent cir-

15. Mémoire adressé par la C.C.I. de Bayonne au ministre de l'agriculture et du commerce, le 25 novembre 1841: C.C.I. Bayonne G80-61

16. «… des gens crédules se rendent dans cette ville (Burgos) dans l'espérance d'y voir le souverain (don Carlos) qui doit faire le bonheur de la nation espagnole, en rétablissant le pouvoir absolu, l'inquisition et le fanatisme…»: *Le Courrier de Bayonne*, 18 novembre 1834. Les Carlistes sont qualifiés de «factieux», «bandits», «paysans ignares et fanatisés…», «les prêtres de «pétroleurs en soutane…» Les défaites des Carlistes sont «accueillies avec joie»: *Le Courrier de Bayonne*, 25 décembre 1834. La régente Marie Christine est qualifiée d' «auguste dame», «dame sans tâche» …: *La Sentinelle des Pyrénées*, 9 octobre 1841

convenir par le général Espartero. Lors du fameux "Convenio de Bergara", le 31 août 1839, le duc de la victoire, en termes, il est vrai, assez évasifs, s'engagea à proposer aux Cortés le respect des fueros basques. Ayant promis l'amnistie aux Carlistes, beaucoup retournèrent chez eux[17], mais hélas! pour voir leurs fueros supprimés, leurs antiques franchises et libertés bafouées et la douane déplacée de l'Ébre à la frontière franco-espagnole[18]. Le Pays basque était bien intégré dans l'unité espagnole.

Après leur défaite, les Carlistes envahirent Bayonne. On assista alors à une sorte de chassé-croisé, les Christinos qui avaient fui les régions occupées par les Carlistes rentrant chez eux, alors que les Carlistes affluaient[19]. Ils trouvèrent refuge auprès des légitimistes bayonnais, souvent appelés, "les carlistes français" dont le chef de file était le marquis Eloi de Lalande.

Les officiers logeaient en ville; les sous-officiers et les soldats à Marracq, ancien domaine de l'Empereur Napoléon, où on trouvait aussi, reconnaissables à leur costume, "coiffés du berret basque, chaussés de l'espadrille", de modestes laboureurs que "la peur ou la force brutale avait enlevé à leurs paisibles travaux"[20]. Les membres des députations forales de la Biscaye et du Guipuzcoa ainsi que d'autres personnes notables, tel le député général du Guipuzcoa dont le seul tort était son attachement aux fueros, étaient aussi venus se réfugier à Bayonne.

Les Carlistes furent bientôt rejoints en 1841, après *le pronunciamento* du général Espartero, par les partisans de la reine Marie-Christine[21]. "On dirait que toutes les Espagnes sont descendues à Bayonne", peut-on lire dans *La Sentinelle des Pyrénées* du 28 octobre 1841.

"Inutile de dire" peut-on lire dans *La Sentinelle des Pyrénées* du 19 octobre 1841, "que l'intrigue et l'espionnage ne sont nullement étrangers à ce

17. «L'amnistie récemment accordée par le régent aux officiers et aux soldats de l'ex-infant don Carlos, jusqu'au grade de colonel exclusivement, commence à porter ses fruits. Un certain nombre d'entre eux se sont déjà présentés à Irun, pour rentrer sur le sol natal; on pense que leur exemple ne tardera pas à être suivi par le plus grand nombre de ceux qui se trouvent encore en France»: *La Sentinelle des Pyrénées*, 18 septembre 1841.

18. Décret du régent Espartero, duc de la victoire, publié dans *La Sentinelle des Pyrénées* du 4 novembre 1841.

19. "Bayonne est en ce moment plein d'officiers généraux, colonels et capitaines du parti carlo-christino… (Le général Urbistondo, avec plusieurs officiers est arrivé à Bayonne en voiture. Nous avons vu une vingtaine d'officiers carlo-christinos entrant en ville à cheval avec armes et bagages…) ils sont suivis de 400 autres hommes qu'on attend en ce momment… À chaque instant il entre de nouveaux fugitifs, les uns fuyant la Navarre et le Guipuzcoa, les autres arrivant par mer de Bilbao et des autres ports de la côte Cantabrique": *La Sentinelle des Pyrénées*, 25 octobre 1841.

20. *La Sentinelle des Pyrénées,* 28 octobre 1841

21. «Nous avons maintenant à Bayonne un grand nombre d'Espagnols appartenant à toutes les opinions et ce nombre va tous les jours en grossissant…»: *La Sentinelle des Pyrénées*, 19 octobre 1841.

concours de Carlistes, de Christinos et d'Esparteristes..."[22], ces derniers venus espionner les autres qui s'étaient alliés pour renverser le nouveau régent.

De 1841 à 1868, *pronunciamentos* et insurrections de toutes sortes se succédérent en Espagne. Il y eut encore, au cours de ces années, de nombreux soulèvements de Carlistes, mais tous échouèrent.

Pendant ce temps, les Carlistes à Bayonne ne demeuraient pas inactifs. C'est là qu'étaient les chefs carlistes qui se réunissaient dans une Junta à l'hôtel Saint-Etienne, rue du gouvernement (actuelle rue Thiers). Ils avaient leur organe de presse, *La voz de la patría*, qualifiée par la presse bayonnaise de "torchon incendiaire du carlisme". Le comité carliste bayonnais s'employait à recueillir des fonds et à procurer aux troupes de don Carlos des armes, munitions, équipements militaires, chevaux, voire canons, en provenance des Etats-Unis, d'Angleterre, d'Allemagne.

Après 1868, et l'abdication d'Isabelle II le 25 juin 1870, les fidèles de la reine déchue affluèrent à Bayonne, rejoignant les Carlistes qui préparaient un nouveau soulèvement. *Le Courrier de Bayonne*, le 21 avril 1872, annonçait que la Junta de Bayonne, sous la présidence de don Carlos, hôte depuis 1869 de légitimistes locaux[23], avait décidé de passer à l'action.

La seconde guerre carliste[24] fut déclenchée en mai 1872. Dès que la révolte éclata, de nombreux habitants des villes menacées vinrent alors se réfugier en Pays basque nord, au cours du printemps et de l'été 1873. "De la frontière à Bayonne, toutes les localités rurales fourmillent d'Espagnols", lit-on dans *Le Progrès du Sud-Ouest* du 26 juillet 1873. Parmi ces réfugiés, on remarquait des familles aisées de Saint-Sébastien ou Bilbao, notamment la famille de Arana-Goiri, dont le fils, Sabino, fondateur du nationalisme basque, demeura à Bayonne où il fut élève du collège Saint-Louis de Gonzague de 1873 à 1876.

Profitant des événements madrilènes: l'abdication d'Amédée 1er et la proclamation de la République le 11 février 1873, les Carlistes remportèrent victoires sur victoires. Un État carliste basque fut même constitué autour d'Estella; il avait un journal officiel: *La cruzada Española,* qui était imprimé à Bayonne en 1875.

---

22. «On remarque qui aujourd'hui viennent de la frontière espagnole, y retournent le lendemain et reparaissent dans notre ville le jour suivant. Une ville frontière offre souvent un spectacle bien curieux», *La Sentinelle des Pyrénées*, 19 octobre 1841.

23. En juillet 1869, Carlos VII était logé par le marquis de Marignan dans l'île de Bérens, sur l'Adour, toute proche de Bayonne. Il demeura dans la région pendant l'hiver 1870-1871 et y revint souvent par la suite, pour préparer une nouvelle insurrection. Il fut notamment l'hôte du baron d'Olce et de la famille Diesse, au château Saint-Martin de Larressore.

24. Cf. Général GAUDEUL «La deuxième guerre carliste (1872-1876) et la région de Bayonne, d'après la presse bayonnaise de l'époque», *S.S.L.A. Bayonne*, 1973, p. 309-335

Mais, après la proclamation de la République en Espagne, le gouvernement français, sous la IIIème république, fit procéder à Bayonne à une vague d'arrestations notamment des membres de la Junta carliste. Le curé de Santa Cruz fut arrêté en mars 1874 et interné à Lille en avril.

Au contraire, après la restauration d'Alphonse XII, le gouvernement français se montra beaucoup plus tolérant à l'égard des Carlistes, qui, poursuivis avec acharnement par les troupes d'Alphonse XII, finirent par capituler. Ce fut alors la débacle et l'arrivée à Bayonne d'une nouvelle vague de réfugiés: 3.000 à 4.000 d'après *L'Indépendant* du 21 février 1876, 4.000 d'après *Le Courrier*, 10.000 d'après d'autres sources[25]. Parmi les derniers à franchir la frontière, il convient de mentionner la députation carliste du Guipuzcoa et don Carlos qui franchit la frontière le 28 février 1876.

Ils furent bien accueillis en France, le gouvernement français se montrant plutôt laxiste et les autorités locales, dont le préfet des Basses-Pyrénées le marquis de Nadaillac, légitimiste convaincu, peu enclines à exécuter les ordres d'internement de réfugiés, émanant du gouvernement.

Mais, à partir du second semestre 1876, le gouvernement français changea radicalement d'attitude. Le nouveau président, Jules Grévy, donna des instructions précises aux autorités locales pour qu'elles collaborent le plus étroitement possible avec les consuls espagnols. Et à la fin de 1883, le consul de Bayonne informait Madrid qu'il n'y avait plus d'émigrés d'importance à Bayonne; ils avaient été éloignés vers d'autres villes plus lointaines.

Les relations entre la France et l'Espagne s'améliorèrent alors nettement, surtout depuis que les Cortes, exaltant l'unité constitutionnelle de l'Espagne, avaient aboli le 21 juillet 1876 les fueros des provinces basques. Désormais, les deux gouvernements, l'un royaliste et l'autre républicain, mais aussi jacobins l'un que l'autre, suivaient la même politique.

Cette avanie renforça le sentiment patriotique des Basques. La fin du siècle vit un renouveau spectaculaire de la culture basque qui renaquit des cendres du Carlisme. De nombreux travaux, à la suite de ceux d'Augustin Chaho, portant la marque de cette valorisation de la culture basque, furent publiés à la fin du siècle. Et des hebdomadaires spécialisés, tels que la revue *Euskalherria* en 1880 ou *Le réveil basque* en 1886, furent fondés.

Les relations entre Bayonne et le Guipuzcoa reprirent. On trouve alors fréquemment dans la presse bayonnaise des avis de spectacles, de proces-

25. «Al entrar D. Carlos y Pérula con los restos de su ejército en Febrero de 1876, constituido por 3000 – 4000 miembros, pero como la entrada de estos estuvo precedida de otros que acudieron dispersos... resulta dificultoso cuantificar el número total de emigrados en esta zona si bien, utilizando informaciones del consúl en Bayona, nos atrevemos a dar como cifras a proximativas los 4000 o 5000 personas»: Javier REAL CUESTA, «La emigración carlista de 1876 y la política de atracción de republicanos y moderados», *Eusko Ikaskuntza, Cuaderno de Sección Historia-Geografía* (22), 1994, p. 217-218.

sions et fêtes religieuses à Saint-Sébastien, Fontarrabie ou Irun, et de trains spéciaux pour s'y rendre, du moins jusqu'à Irun, un choix absurde d'écartement des rails ne permettant pas d'aller plus loin.

Seules, les relations commerciales ne furent guère améliorées, les deux pays menant toujours une politique protectionniste. En 1889, Jules Grévy releva les tarifs douaniers, lesquels furent encore augmentés en 1911.

Les deux États maintinrent encore longtemps cette politique jusqu'à ce qu'ils comprennent, comme généralement les économies européennes, qu'ils n'étaient plus concurrents mais complémentaires. Dans le cadre de la mondialisation de l'économie, le concept de souveraineté des États a évolué. Dans un système économique libéral, les frontières ne servent plus à grand chose.

Mais elles ont trop longtemps séparé les hommes qui ont acquis de part et d'autre une mentalité, un mode de vie, une langue différente, alors qu'encore au XVIIIème siècle, ils parlaient la même langue, avaient la même organisation sociale et la même autonomie au sein des deux royaumes.

Le XIXème siècle, siècle des États-Nations, a donc été particulièrement néfaste aux relations entre Bayonne et le Guipuzcoa.

ABREVIATIONS

C.C.I. Chambre de Commerce et d'Industrie
R.I.E.V. Revista Internacional de los Estudios Vascos
S.S.L.A. Société Sciences Lettres et Arts.

Présentation de la journée du 4 décembre 2000
Références historiques entre les deux territoires

L'histoire nous permet de comprendre le présent et d'envisager l'avenir.

Le passé, c'est quelque chose qui est en nous, qui fait partie de nous. L'image un peu simpliste mais très juste est celle du chêne euskarien dont les racines figurent le passé, le tronc et les branches: le présent et le futur. Le passé et le présent sont liés et conditionnent l'avenir.

Les racines d'un chêne ne peuvent engendrer qu'un chêne quel que soit le génie du jardinier. L'idée qu'on peut violer l'histoire est un rêve inconscient et dangereux.

Tels sont les enseignements de l'histoire.

Ils nous apprennent que les Basques, séparés depuis fort longtemps, dès l'Empire romain, en deux provinces distinctes, demeurèrent néanmoins, en dépit de toutes les vicissitudes de l'histoire, unis par le sentiment naturel d'appartenance à une

même communauté. C'est ce que, je pense, les conférenciers de ce jour vont confirmer, bien qu'y ait eu quelques périodes d'obscurité, notamment en temps de guerre.

Mme Lurdes SORIA SESÉ, Professeur d'Histoire du droit à l'Université du Pays basque qui a bien voulu remplacer le Professeur Gregorio MONREAL ZIA empêché, ce dont nous la remercions vivement, va retracer l'évolution historique générale des relations entre les deux communautés: le Guipuzcoa et le Labourd, Saint-Sébastien et Bayonne.

C'est surtout au Moyen-Âge et notamment dans le quadrillage ecclésiastique qu'existait entre ces deux communautés un espace commun. Le Professeur José Luis ORELLA UNZUÉ, Professeur d'Histoire du droit et d'Histoire médiévale à l'Université de Deusto, très connu par ses nombreux travaux, vous parlera des relations civiles et religieuses entre le Guipuzcoa et le Labourd au Moyen-Âge.

Mais la formation des États après la renaissance du droit romain qui fit connaître ce concept et, inséparable de l'État, celui de frontière, a contribué à séparer les Basques du Nord et ceux du Sud. Les guerres notamment marquèrent la période moderne, qui est celle de prédilection de Mme Josette PONTET, Professeur d'Histoire moderne à l'Université de Bordeaux III Michel Montaigne, qui est l'auteur d'une remarquable thèse sur Bayonne à l'époque moderne. Elle est aussi présidente de la Société Sciences Lettres et Arts de Bayonne. Son intervention portera sur les relations entre Bayonne et Saint-Sébastien à l'époque moderne.

Mais, malgré l'intervention de l'État monarchique de plus en plus pesante, il y eut encore bien d'occasions d'entente interrégionale, tels ces traités de lies et passeries pour les pacages des troupeaux, non seulement entre les vallées pyrénéennes des deux versants, mais aussi entre les villages frontaliers du Guipuzcoa et du Labourd, sans se soucier des appartenances étatiques. Tels aussi les traités de bonne correspondance conclus entre Guipuscoans et Labourdins sur l'usage de la mer qui ont été étudiés à partir des archives de l'Amirauté de Bayonne par Mme Caroline LUGAT, auteur d'une thèse sur le statut des émigrés dans les Basses-Pyrénées lors de la Révolution française et chargée de travaux dirigés d'Histoire du droit à la Faculté pluridisciplinaire de Bayonne. Elle en a fait le sujet de son intervention.

Même au XIXème siècle, alors que les relations entre les deux États étaient mauvaises, ces solidarités ont subsisté, bravant la modernité incarnée par l'État. C'est ce que j'essayerai de vous démontrer.

Quant à M. Txomin PEILLEN, Professeur émérite de langue et culture basque à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, membre de l'Euskaltzaindia et auteur de nombreux ouvrages, il consacrera son exposé aux aspects culturels communs et aux échanges culturels qui ont subsisté par delà la frontière, qui n'est demeurée qu'administrative.

Enfin, Mme Dominique DENJEAN-HARAN, attachée d'enseignement et de recherche en Histoire du droit à la Faculté pluridisciplinaire de Bayonne, qui prépare une thèse sur la transmission du patrimoine familial dans la vallée de Baïgorry après la promulgation du Code civil des Français, aura le grand mérite de faire la synthèse finale des travaux de ce jour et de conclure.

Voilà donc une journée bien remplie! que nous allons commencer en écoutant Mme Lurdes Soria Sesé: *Saint-Sébastien, Guipuzcoa et Labourd, une relation historique au-delà de la frontière*.